

# Le prix de la sardine baisse enfin...

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Drâa El-Caïd (Béjaïa)  
**La population réclame l'amélioration du cadre de vie**

Page 2

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5377 - Mardi 18 mai 2021 - Prix : 10 DA

Rationnement de l'alimentation en eau

# Après l'ADE, le rétropédalage de Seaal

Page 2

## La gauche américaine à la rescousse de la cause palestinienne

Par Mohamed Habili

Toutes les mobilisations actuelles, en particulier celles qui se déroulent dans les pays occidentaux, en vue de faire cesser les raids aériens israéliens sur Gaza, sont utiles, y compris celles qui n'ont pas été autorisées, comme ce fut le cas à Paris samedi dernier, soi-disant pour éviter des débordements antisémites. La réalité, c'est que les pays qui comme la France et l'Autriche ont participé à la destruction des juifs d'Occident pendant la Deuxième Guerre mondiale ont peur que les Israéliens ne leur rappellent s'ils laissent libre cours chez eux aux manifestations contre leurs exactions en Palestine. Leurs crimes d'hier sont leurs chaînes d'aujourd'hui. Les manifestations de soutien aux Palestiniens n'ont été interdites ni en Grande-Bretagne ni aux Etats-Unis, eux aussi pourtant des alliés d'Israël. Et pour cause, ils n'ont pas en matière d'antisémitisme un lourd passé à se faire pardonner. Ils peuvent se permettre eux de déplaire quelquefois à Israël. Les Allemands n'ont pas fait montre du même zèle cependant, bien qu'ils aient plus à se reprocher historiquement parlant. Cela dit, pour la complaisance à Israël, la palme revient cette fois-ci incontestablement à l'Autriche dont le gouvernement a hissé le drapeau israélien sur ses bâtiments.

Suite en page 3

«Maintenir les niveaux de vigilance et de discipline élevés»

# Le P' Mahyaoui détaille les mesures pour l'ouverture des frontières



L'Algérie va rouvrir partiellement ses frontières à partir du 1<sup>er</sup> juin, après plus d'un an de fermeture. L'ouverture sera progressive et il y a des cas prioritaires, explique le Comité scientifique chargé de la lutte et du suivi de la pandémie de Covid-19 qui appelle à la patience. Page 2

Vols, trafic de drogues, délinquance, banditisme...

## Criminalité : inquiétante série noire

Page 3

Education nationale

## Début des séances de travail entre tutelle et partenaires sociaux

Page 4

«Maintenir les niveaux de vigilance et de discipline élevés»

# Le P<sup>r</sup> Mahyaoui détaille les mesures pour l'ouverture des frontières

■ L'Algérie va rouvrir partiellement ses frontières à partir du 1<sup>er</sup> juin, après plus d'un an de fermeture. L'ouverture sera progressive et il y a des cas prioritaires, explique le Comité scientifique chargé de la lutte et du suivi de la pandémie de Covid-19 qui appelle à la patience.

Par Louisa Ait Ramdane

**A**u lendemain de la décision du Conseil des ministres d'ouvrir partiellement les frontières terrestres, aériennes et maritimes de l'Algérie, le P<sup>r</sup> Ryad Mahyaoui a expliqué que «tout est lié à l'évolution de la situation épidémiologique», appelant à la responsabilité et au civisme de tout un chacun de maintenir les niveaux de vigilance et de discipline élevés.

Pour lui, le protocole sanitaire mis en place pour accompagner l'ouverture progressive des frontières doit être scrupuleusement respecté pour ne pas revenir en arrière. «Les détails du protocole sanitaire pour voyager de et vers l'Algérie seront connus dans la semaine et largement diffusés», a précisé le P<sup>r</sup> Mahyaoui, invité de la Chaîne 2 de la Radio algérienne.

Membre du Comité scientifique chargé de la lutte et du suivi de la pandémie de Covid-

## Drâa El-Caid (Béjaïa) La population réclame l'amélioration du cadre de vie

Le siège de l'APC de Drâa El-Kaid, daïra de Kherrata, est fermé depuis plusieurs jours par les habitants de Bouzougla, village enclavé. Ils réclament la réalisation de plusieurs infrastructures de base, dont «le raccordement au gaz naturel, la réalisation d'un centre de soins, l'aménagement d'une décharge publique, l'aménagement urbain de la cité agricole et l'arrêt de démolition des habitations de la ZAC». S'agissant du raccordement au gaz naturel, le projet est en voie de concrétisation, alors que l'implantation d'une décharge publique est compromise du fait que l'APC ne dispose pas de site. Concernant la démolition des logements dans la ZAC, «une procédure juridique est engagée mais elle s'étalera sur plusieurs mois», a-t-on appris. Il faut rappeler également que le siège de la mairie de Tamridjt est bloqué depuis plusieurs jours par des habitants qui réclament le l'entame des travaux de réalisation d'un stade de proximité, inscrit en 2018. Les villageois revendiquent «la levée des entraves administratives de ce projet très attendu par les jeunes sportifs de la localité qui dispose de peu de lieu de loisirs».

H. C.



19, le P<sup>r</sup> Ryad Mahyaoui a fait savoir que «l'Algérie fait appel à un certain nombre de professionnels qui viennent de l'étranger et interviennent dans différents secteurs. Pour entrer sur le territoire algérien, ils seront soumis à des permis et à un protocole sanitaire strict, sauf pour les ressortissants de pays qui connaissent de grandes difficultés épidémiologiques avec la propagation de variants agressifs. Pour ceux-là, le protocole de contrôle sanitaire aux frontières sera renforcé afin de protéger le pays des nouvelles formes de la maladie», a assuré le P<sup>r</sup> Ryad Mahyaoui, précisant qu'il ne s'agit pas de stigmatiser tel ou tel pays. Cependant, lorsque le voyageur est en provenance d'un pays où les variants se pro-

pagent à grande échelle, le protocole exigera de «se munir d'un test PCR négatif de moins de 36h, un nouveau test sera effectué à l'aéroport d'arrivée au frais du voyageur, puis un isolement de 10 jours et encore une fois un test PCR. S'il est négatif, ils pourront effectuer leur mission», a expliqué le P<sup>r</sup> Mahyaoui. Un protocole strict mais nécessaire pour protéger le pays, a rassuré le P<sup>r</sup> Mahyaoui. «Il y a des Algériens bloqués à l'étranger et qui sont en situation de difficulté. Après plus d'un an de fermeture des frontières, cette solution vient alléger cette détresse», a rappelé le P<sup>r</sup> Mahyaoui qui a appelé à la patience, car «l'ouverture sera progressive et il y a des cas prioritaires». Même progressive, cette ouverture consti-

tue néanmoins «une véritable bouffée d'oxygène et un espoir de voir enfin la lumière au bout du tunnel», a assuré le P<sup>r</sup> Mahyaoui.

Cette ouverture bénéficie également à l'économie. «Les compagnies aériennes vont reprendre l'activité après un long arrêt. Il faut voir le bon côté des choses et s'armer de patience

pour espérer retrouver une vie normale», a rappelé le P<sup>r</sup> Mahyaoui qui insiste sur la nécessité de respecter le protocole sanitaire pour ne pas être obligé de faire un pas en arrière. «Il faut agir avec responsabilité pour préserver cette ouverture», a appelé encore une fois le P<sup>r</sup> Ryad Mahyaoui.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 174 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (8), portant à 3382 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 174 cas, soit 57 cas de plus par rapport au bilan d'hier (117) pour atteindre, au total, 125 520 cas confirmés.

R. N.

## Rationnement de l'alimentation en eau

### Après l'ADE, le rétropédalage de Seaal

**L**a crise de l'eau qui se profile à l'horizon ne semble assumée par personne. Pourtant, le problème est bien réel et au rythme de la consommation actuelle, les réserves encore disponibles risquent d'être épuisées ou ne plus parvenir à assurer une alimentation régulière. Hier, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) a annoncé des restrictions dans l'alimentation en eau de la capitale. Dans un communiqué, elle a précisé que l'alimentation en eau de toutes les communes d'Alger sera assurée quotidiennement de 12h à 20h à partir d'aujourd'hui, mardi 18 mai. Elle a expliqué cette mesure de restriction par la nécessité de «sécurisation et optimisation de la ressource en eau», tout en précisant que cette mesure «est due à la faible pluviométrie enregistrée ces trois dernières années, engendrant

une perte dans le volume de production». Le communiqué sur le rationnement a été toutefois vite retiré. Sur sa page Twitter, on trouve un autre communiqué, posté à 15h30, où Seaal affirme : «Le programme de distribution d'eau potable établi le 7 avril 2021 durant le mois de ramadhan pour Alger est toujours en vigueur et reste inchangé».

Début avril dernier, un autre coup de théâtre s'est produit lorsqu'un responsable de l'Algérienne des eaux (ADE) a annoncé un rationnement de l'eau durant le mois de ramadhan à Alger. Le ministre de tutelle, Mustapha-Kamel Mihoubi, avait aussitôt affirmé que le programme d'alimentation ininterrompue en eau potable de la capitale et des wilayas limitrophes sera maintenu durant le mois de ramadhan.

Cette décision a été prise

après étude d'évaluation des potentialités hydriques disponibles, et compte tenu des résultats des rapports élaborés par des cadres du secteur concernant les travaux de consolidation des eaux superficielles et d'extension de quatre stations de dessalement de l'eau de mer, avait indiqué le ministre.

Cette décision est intervenue après consultation des principaux acteurs, dont les directeurs de l'Agence nationale des barrages et transferts (Anbt), de l'Algérienne des eaux (ADE), de la Société des eaux et d'assainissement d'Alger (Seaal) et des directeurs centraux, avait-il souligné.

Sur les chaînes de télévisions publiques, l'on continue à diffuser un appel à une meilleure utilisation de l'eau. Du côté des citoyens par contre, on consomme sans trop se soucier de l'état des réserves ou du risque de

coupages. A Alger, l'alimentation en H24 est officiellement maintenue, mais des interruptions de l'approvisionnement sont quasi fréquentes à travers différents quartiers. Dans plusieurs appartements et bâtiments, les jerricans et les citernes ont refait leur apparition. Les citoyens ne prennent plus le risque et préfèrent faire des stocks de crainte de coupures, souvent non annoncées. Avec les couacs de communication des sociétés de distribution de l'eau, l'on risque de voir les citoyens ne plus croire aux annonces liées notamment à une utilisation mesurée de l'eau. Annoncer un rationnement et faire, quelques heures après, un rétropédalage n'est pas le meilleur moyen de convaincre la population du bien-fondé du stress hydrique qui affecte le pays et de la nécessité de bannir le gaspillage de l'eau.

Aomar Fekrache

- Canicule, fermeture des restaurants et augmentation de la production -

# Le prix de la sardine baisse enfin...

■ Le prix de la sardine enregistre depuis quelques jours une baisse remarquable au niveau national. En effet, «de peur qu'elle soit altérée par le soleil», explique Hadj Tahar Boulouar, elle est proposée à 400 DA le kilo, parfois moins.



Par Thinhinene Khouchi

Chez les grossistes de certaines poissonneries et ports, les cours de la sardine fluctuent entre 150 et 200 DA le kg, au moment où les marchands de détail l'écoulent dans une fourchette allant de 300 à 400 DA le kg, soit des prix bien loin des pics à 800 ou 1 200 DA le kg, enregistrés il n'y pas si longtemps dans les différentes régions du pays. Ce recul des prix du poisson bleu a pour origine principale «l'amélioration sensible», intervenue ces derniers jours, dans la production du poisson bleu. En effet, le ciel dégagé, plusieurs pêcheurs ont décidé de reprendre la pêche. «Depuis quelques jours, de plus en plus de bateaux sortent, ce qui a donné lieu à une augmentation dans la production de la sardine et d'autres poissons», nous confie un pêcheur. Une virée au marché Clauzel à Alger a permis de constater la satisfaction des

acheteurs, unanimes à exprimer leur contentement quant aux prix affichés de la sardine et des autres poissons. «Enfin, le prix de la sardine est revenu à la baisse. Après avoir été inaccessible à plus de 1 000 DA durant une longue période, elle est proposée à 400 DA», confirme un père de famille rencontré au niveau dudit marché. Un autre souhaite que «les prix baissent encore au moins à 300 DA et restent stables». En effet, ce poisson qui connaît une large consommation ne dépasse pas les 400 DA le kilo, voir moins chez les vendeurs ambulants qui le cèdent à 300 ou 320 DA le kilo. De son côté, Hadj Tahar Boulouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), a estimé que le prix de la sardine a baissé de plus de 50 % dans les différentes régions du pays, assurant que la moyenne est entre 300 et 350 DA le kilo. «Il y a même des régions où la sardine est cédée à 250 DA», a-t-il ajouté. Questionné par télé-

phone sur la possibilité de revoir le prix de la sardine décoller une nouvelle fois, notre interlocuteur nous a assuré que «les pêcheurs nous ont confié que le prix de la sardine va rester stable durant un moment et en cas de hausse il ne dépassera pas les 400 DA». Selon lui, plusieurs facteurs ont conduit à cette baisse. En effet, il a indiqué que «la demande a baissé vu que son prix s'est élevé jusqu'à 800 DA et plus. Les restaurants populaires qui avaient l'habitude de commercialiser la sardine sont fermés. La canicule a joué, de son côté, un rôle très important dans la baisse du prix de la sardine mais aussi dans la reprise de l'activité de la pêche». Selon lui, «durant les intempéries, les pêcheurs avaient décidé de ne pas sortir en mer. Mais grâce au beau temps, plusieurs bateaux sont sortis en mer ces derniers jours, donnant lieu à une augmentation très importante dans la production de la sardine et d'autres poissons, ce qui a mené à la baisse du prix». Il a

souligné également que durant cette période, caractérisée par la hausse des températures, les vendeurs préfèrent céder leurs marchandises dès les premières heures de la matinée, «de peur qu'elles soient altérées par le soleil», a expliqué Boulouar. Questionné sur une éventuelle baisse des prix des autres poissons, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans a estimé que «les prix des autres poissons connaîtront une baisse. Automatiquement, quand le prix de la sardine baisse les autres poissons suivront. Même si ce sera une légère baisse». Enfin, le même responsable n'a pas manqué de mettre l'accent sur plusieurs points qui empêchent le développement du secteur de la Pêche. Il s'agit du manque d'organisation et de la dégradation du matériel de la pêche, tels que les bateaux. «60% des marins-pêcheurs utilisent les moyens traditionnels», a regretté notre interlocuteur. T. K.

Vols, trafic de drogues, délinquance, banditisme...

## Criminalité : inquiétante série noire

Malgré les efforts déployés par les autorités pour remédier aux problèmes de sécurité qui hantent les citoyens depuis des années, les actes d'agressions, de vols et de crimes sont toujours nombreux. La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétudes des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la

société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de banditisme augmente de plus en plus. Cette recrudescence est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. Effectivement, durant le mois d'avril dernier seulement, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité 1 634 affaires criminelles et procédé à l'arrestation de 3 846 présumés auteurs, dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, a indiqué la Direction

générale de la Sûreté nationale dans un communiqué. Les 3 846 auteurs présumés ont été déférés devant les instances judiciaires compétentes, dont 2 173 pour détention, usage de stupéfiants et substances psychotropes, 261 pour port d'armes prohibées et 1 412 pour divers délits, précise la même source. Parmi les affaires traitées, 255 affaires sont relatives aux atteintes aux biens et 612 ont trait aux atteintes aux personnes. De même que 20 affaires portent sur des délits et crimes contre la famille et aux bonnes mœurs, 375 affaires sont relatives aux biens publics, 76 affaires sont à caractère économique et finan-

cier et 4 affaires concernent la cybercriminalité. Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 253 affaires, impliquant 261 personnes qui ont été présentées devant les instances judiciaires compétentes dont 8 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 2 079 affaires impliquant 2 173 personnes ont été traitées, avec la saisie de 17,399 kg de résine de cannabis, 12 704 comprimés psychotropes, 2,43 grammes de cocaïne, 730 grammes d'héroïne, 8,61 grammes d'opium et 7 flacons de produit psychotropes.

Meriem Benchaouia

### LA QUESTION DU JOUR

## La gauche américaine à la rescousse de la cause palestinienne

Suite de la page une

Une initiative qui en a étonné plus d'un, et qui a fait annuler au ministre iranien des Affaires étrangères le voyage qu'il prévoyait de faire à Vienne. Ces mobilisations n'étant qu'une sorte d'entrée en matière, les raids israéliens sur Ghaza ne faisant que commencer, rien ne dit que le gouvernement français pourra faire avorter les prochaines. Il le pourra encore moins si le nombre des morts palestiniens va croissant. Reste que ce sont celles qui ont lieu aux Etats-Unis qui ont le plus de chance de faire économiser des vies palestiniennes. Cela tient à quelque chose d'essentiel qui se passe aux Etats-Unis mais qu'on ne voit nulle part ailleurs en Occident. Seul dans ce pays la montée de l'extrême droite s'est accompagnée d'une montée équivalente de la gauche, tant dans le parti démocrate qu'à sa périphérie. Deux glissements s'y sont produits ces dernières années, au lieu d'un seul comme en Europe : celui de la droite vers l'extrême droite, et dans le même temps celui de la gauche vers des positions plus marquées à gauche. C'est d'ailleurs cette polarisation accrue qui a permis l'élection de Joe Biden. L'une des conséquences de cette poussée à gauche est le retour en grâce de la cause palestinienne dans des pans entiers de l'opinion américaine. Les exactions israéliennes comme les expulsions de familles palestiniennes de Jérusalem Est, les faits directement responsables de l'escalade actuelle, sont désormais dénoncées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des crimes propres à un régime de spoliation. Israël ne fait plus figure dans cette partie de l'opinion américaine d'unique démocratie au Moyen-Orient mais en tout et pour tout de système d'apartheid. Du coup ce qui est devenu tout à fait intolérable pour ces Américains, qui ont ceci de particulier qu'ils forment la base de l'administration Biden, c'est que leur pays se range en toutes circonstances aux côtés d'un régime de cette nature. Le président américain, lui-même un ami inconditionnel d'Israël, ne peut continuer d'ignorer cette demande de justice au profit des Palestiniens montant de sa base, laquelle déjà se fait pressante. Le temps dont Israël a besoin pour terminer le travail commencé pourrait bien cette fois-ci pour cette raison lui manquer. M. H.

Education nationale

# Début des séances de travail entre tutelle et partenaires sociaux

Les séances de travail bilatérales regroupant le ministère de l'Éducation nationale avec l'ensemble des organisations syndicales agréées ont débuté hier à Alger.

Par Maya H.

Ces séances, qui s'inscrivent dans le cadre d'une série de rencontres consultatives périodiques regroupant le ministère avec les partenaires sociaux (23 syndicats), seront consacrées essentiellement à l'examen des dispositions et des mécanismes de révision du statut particulier et à d'autres questions à caractère socioprofessionnel des différents corps relevant du secteur.

Selon le calendrier du ministère, le premier jour sera consacré à la réception de représentants du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Éducation (Cnapeste), de la Fédération nationale des travailleurs de l'Éducation (Fnte) et du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte).

Ces rencontres bilatérales interviennent suite aux protestations et aux grèves observées par les enseignants des trois paliers d'enseignement et les différents corps relevant du secteur (agents d'administration, inspecteurs et corps communs) ainsi que des travailleurs professionnels avec des taux mitigés, pour soulever des revendications pédagogiques et socioprofessionnelles, notamment la réforme du système éducatif, la révision des programmes et l'accélération de la révision du statut particulier des travailleurs du secteur. L'annulation de la gestion commune des écoles primaires et leur rattachement au ministère de l'Éducation, l'amélioration du pouvoir d'achat et la restauration du droit à la retraite proportionnelle sans condition d'âge, figurent également parmi les revendications des syndicats.

M. H.



PHD. R.

Bouira

## Zbarbar retrouve la sérénité

Sèverement touchée par le terrorisme durant la décennie noire, la commune montagneuse et enclavée de Zbarbar, située sur les hauteurs de Lakhdar (ouest de Bouira), retrouve peu à peu sa sérénité et le chemin vers le développement, grâce à une série de projets lancés pour améliorer les conditions de vie de la population locale.

Après un exode massif enregistré durant les années 1990 à cause du climat d'insécurité et de violence qui régnait dans ses villages, Zbarbar a pu panser ses plaies plus de 20 ans après.

Des attentats à la bombe, massacres de populations et autres crimes abominables ont poussé les habitants de plusieurs localités à partir vers d'autres régions plus clémentes.

«Mais aujourd'hui, Dieu merci, la majorité des habitants qui ont quitté Zbarbar à cette époque-là, est revenue avec le retour du calme et de la vie, notamment à Zouabria, Ouled Gassem, B'ssibssa, ainsi que G'dawra Hamamid», a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Bouttouche Mohamed.

La roue du développement a été mise en place depuis une dizaine d'années via le lancement d'une série de projets et d'opérations pour désenclaver cette région montagneuse et la raccorder notamment aux réseaux de l'électricité, du gaz ainsi que d'eau potable.

«Le retour du calme et de la paix dans la région, après de lourds sacrifices consentis par les différents services de sécurité, a permis aux pouvoirs publics de lancer des projets importants dont notamment l'ouverture et le revêtement des routes et la réalisation d'établissements scolaires et de santé au profit des populations», a expliqué M. Bouttouche.

Malgré les carences enregistrées, les localités enclavées à l'image d'Ouled Gassem, Ouled Boukarm, Zouabria, El-Krana, Laghranta, B'ssibssa et Boukouchen, sont aujourd'hui toutes raccordées au réseau d'alimentation en eau

potable (AEP).

«Les réseaux sont réalisés ainsi que des réservoirs, et l'eau arrive deux fois par semaine. Ce problème est pris en charge avec la réalisation de forages pour renforcer l'alimentation», a assuré le président de l'APC.

A Kramna, une école primaire a été réalisée au profit des élèves de cette bourgade qui a beaucoup souffert des affres du terrorisme. Au chef-lieu communal, la situation s'est nettement améliorée, notamment avec l'ouverture d'un centre de santé et d'un bureau de service dentaires.

«Un autre centre de santé a été ouvert aussi à Ouled Gassem ainsi qu'à Zouabria, pour prendre en charge les malades de cette zone», a précisé le même responsable.

### L'agriculture, un grenier d'emploi pour les jeunes locaux

Classés comme zones d'ombre, les 14 villages que compte la commune de Zbarbar offrent de précieuses opportunités pour les jeunes locaux désireux d'investir dans le secteur de l'Agriculture. La région est connue pour sa production avicole et fruitière.

Selon le président de l'APC, la municipalité a bénéficié, récemment, d'une superficie de 20 hectares destinée à la plantation d'arbres fruitiers.

«La plupart des jeunes sont des agriculteurs. Ils n'ont pas le choix, mais demandent plus de moyens pour réussir», a expliqué Amar, un villageois de Boukouchen.

A l'entrée de ce village, la vie semble très modeste pour les habitants locaux. Le caractère éparé de leurs habitations, décrit à tout visiteur l'ampleur de leurs souffrances et de leur enclavement.

Sur un ton joyeux, Amar s'est dit très content de voir venir des délégations de la wilaya et des journalistes pour s'enquê-

rir de la situation des citoyens. «Ici, nous vivons dans l'isolement total, votre présence et la récente visite du wali Lekhal Ayat Abdeslam à Zbarbar nous a rendu l'espoir», a-t-il dit.

«C'est vrai qu'il existe toujours des carences à combler, mais il faut dire que beaucoup de choses ont été faites à Zbarbar avec la réalisation de routes, des écoles, des stades et des aires de jeu, ainsi que des centres de santé», a-t-il dit.

L'absence d'eau pour l'irrigation agricole, notamment depuis la réalisation du barrage Koudiet Acerdoune, ayant entraîné le détournement des cours d'eau et des eaux de sources qui étaient utilisées par les agriculteurs pour irriguer leurs vergers, vers la cuvette de cet ouvrage hydraulique, découragement, toutefois, de plus en plus les paysans, selon le même responsable.

«L'eau pour l'irrigation agricole pose un sérieux problème à Zbarbar. Nous voulons encourager les jeunes chômeurs à investir dans ce secteur prometteur, mais nous devons aussi leur fournir les moyens», a souligné le président de l'APC.

Le développement à Zbarbar s'est aussi traduit par la réalisation de trois stades communaux de football ainsi que quatre aires de jeu au profit des jeunes et des enfants. «Un centre de sport de proximité (CSP) a aussi été réalisé, mais qui demeure fermé à ce jour, à cause de l'absence d'équipements», a déploré M. Bouttouche.

Par ailleurs, l'attribution d'aides à l'habitat rural a beaucoup aidé les familles et les citoyens à revenir à Zbarbar, qui a bénéficié de plus de 300 aides depuis 2013.

Ancien haut-lieu de la Résistance anticoloniale, la commune de Zbarbar, qui compte près de 7 000 habitants, a bénéficié, entre autres, de projets d'extension du réseau d'électrification rurale pour permettre à tous les foyers de se raccorder au réseau électrique.

«Une opération de captage de source a aussi été réalisée pour permettre aux populations locales de s'alimenter d'eau potable», a indiqué le maire. Les autorités locales ont réussi, en outre, à fournir le transport scolaire aux élèves de la commune avec le déploiement quotidien de 10 bus.

### L'absence de transport de voyageurs, un calvaire...

La dotation de la commune de Zbarbar en transport de voyageurs est l'une des premières doléances des citoyens de cette zone montagneuse, distante de 30 kilomètres de la ville de Lakhdar.

«Nous n'avons pas de transport de voyageurs, c'est un véritable calvaire. Nous nous déplaçons par taxi-clandestin et encore, avec difficulté», s'est plaint Mohamed, un jeune âgé de 27 ans, originaire d'Ouled Gassem.

«La sérénité y est revenue, je me demande pourquoi cette absence de transport de voyageurs», a-t-il dit. A ce propos, le président de l'APC a expliqué qu'il s'agit d'un épineux problème qui devait être résolu du temps du wali Mustapha Limani.

«M. Limani a autorisé l'ouverture de trois lignes de transport via un recours à l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) pour l'achat de trois bus de transport de voyageurs, mais la procédure n'a pas encore abouti et le problème persiste toujours», a expliqué le maire de Zbarbar.

Certains transporteurs rencontrés à la station de Lakhdar ont avoué à l'APS que l'éloignement de Zbarbar (distance de 30 km), ainsi que l'étroitesse de ses routes montantes, est l'une des raisons qui empêche les gens à opter pour cette desserte. «La route est très étroite, montante et sinueuse sur une distance de 30 kilomètres, ce n'est pas facile», a estimé Hakim, transporteur de voyageurs.

Haina Y.

Pétrole

# Le Brent à 68,88 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole avançaient timidement hier, la hausse restant limitée par la situation sanitaire en Inde qui fait craindre pour la demande du pays en or noir. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,88 dollars à Londres, en hausse de 0,25 % par rapport à la clôture de vendredi.



Par Samia Y.

**A** New York, le baril de WTI pour le mois de juin gagnait 0,32 %, à 65,58 dollars. Les ana-

lystes expliquent cette légère baisse par la demande indienne qui reste faible alors que le coronavirus fait des ravages et qu'une tempête frappe la côte Ouest du sous-continent. Le

pays a recensé hier 4 100 décès et près de 280 000 nouveaux cas du Covid au cours des dernières 24 heures, portant à près de 25 millions le total des contaminations depuis le début de la pan-

démie. Et les efforts déployés pour lutter contre cette deuxième vague de la pandémie sont fragilisés par l'approche du cyclone Tauktae. A un pic en 2019, avant un reflux en 2020 sous l'effet de la pandémie, l'Inde consommait plus de 5 millions de barils par jour, ce qui la plaçait au troisième rang derrière les Etats-Unis et la Chine, d'après les chiffres du groupe pétrolier britannique BP. Ailleurs en Asie, les autorités de Singapour ont imposé de nouvelles restrictions, dont la fermeture des écoles, face à une augmentation des cas. Et à Taiwan, relativement épargné jusqu'à présent par la pandémie, les écoles seront fermées à Taïpei à partir d'aujourd'hui, des signaux peu favorables à une reprise de la demande de brut dans cette partie du monde. Cependant, l'optimisme économique croissant aux Etats-Unis maintient les prix à un niveau élevé. Les investisseurs tablent notamment sur la saison des grands déplacements automobiles aux Etats-

Unis à partir du week-end férié du Memorial Day, le 31 mai. Par ailleurs, l'opérateur de l'oléoduc américain Colonial Pipeline, paralysé par une cyberattaque le week-end dernier, a annoncé samedi un retour à la normale de ses opérations. Cette perturbation avait soutenu les prix en début de semaine dernière, un effet qui s'était dissipé en fin de semaine.

S. Y.

Tibet

## Des experts discutent «Paix et développement» lors d'un symposium

Des experts issus d'académies et de groupes de réflexion nationaux et internationaux ont discuté d'un large éventail de sujets liés au Tibet sous le thème «Paix et développement», lors d'un symposium organisé en ligne et hors ligne dimanche. Cette année marque le 70<sup>e</sup> anniversaire de la libération pacifique du Tibet, a déclaré Wang Linggui, vice-président de l'Académie des sciences sociales de Chine (ASSC), ajoutant que le Tibet a éliminé la pauvreté absolue avec un fort soutien de tout le pays.

Face aux défis communs du développement humain, les experts des différents pays devraient développer la communication et coopérer étroitement pour identifier des solutions, a noté M. Wang. Le champ d'études des universitaires occidentaux sur le Tibet s'est élargi, et la langue et la religion tibétaines de la région restent les domaines les plus populaires, a indiqué Tom Grunfeld, professeur honoraire pour l'enseignement exceptionnel de l'Université d'Etat de New York. Les experts ont également discuté de sujets tels que les réalisations du développement du Tibet, l'environnement et le développement coordonné de la région de l'Himalaya, ainsi que la culture et l'histoire du Tibet. Le symposium a été organisé par deux institutions relevant de l'ASSC, à savoir le Groupe de réflexion du Tibet et l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie.

Agence

Chine

## L'économie servira de guide aux données mondiales

**E**n tant que premier pays majeur à avoir levé le confinement instauré pour contrer la pandémie de Covid-19, la Chine affiche des indicateurs économiques qui serviront de guide pour les données mondiales, a rapporté le média américain Bloomberg. La dynamique économique robuste de la Chine semble s'être maintenue au deuxième trimestre, tandis que son redressement fondé sur l'industrie a été élargi aux consommateurs, a indiqué le site Internet de Bloomberg. Les informations ce mois-ci démontrant

un essor continu des exportations, la preuve d'un redressement plus étendu, la Chine continue donc d'être une des principales forces motrices de la croissance mondiale cette année, a-t-il ajouté. La Chine a cimenté son rôle en tant qu'usine du monde, et son rétablissement rapide de la crise épidémique l'an dernier a non seulement stimulé l'économie intérieure, mais a aussi renforcé les bénéfices d'entreprises multinationales, a affirmé Bloomberg.

Le taux de chômage

### urbain recensé en baisse en avril

Le taux de chômage urbain recensé en Chine s'est établi à 5,1 % en avril, soit 0,9 point de pourcentage de moins que durant la même période de l'année dernière, selon les données publiées hier par le Bureau d'Etat des statistiques (BES), rapportées par l'agence Chine nouvelle.

Par rapport au niveau de mars, le chiffre d'avril était inférieur de 0,2 point de pourcentage, selon le BES. Au total, 4,37 millions de nouveaux emplois urbains ont été créés au cours

des quatre premiers mois. Le taux de chômage recensé parmi les personnes âgées de 25 à 59 ans, soit la majorité du marché du travail, était de 4,6 % le mois dernier. Parallèlement, le taux de chômage recensé dans 31 grandes villes était de 5,2 % en avril, soit 0,1 point de pourcentage de moins qu'en mars, selon le BES. Le taux de chômage urbain recensé est calculé en fonction du nombre de chômeurs qui ont participé à l'enquête sur l'emploi dans les zones urbaines.

Nabila T.

Monnaies

## L'euro stable face au dollar

**L'**euro restait stable face au dollar hier, dans un marché paisible, alors que les cambistes s'interrogent toujours sur l'impact de la hausse récente de l'inflation sur les politiques monétaires.

L'euro grappillait ce matin 0,06 % face au dollar, à 1,2148 dollar pour un euro.

«Après une semaine de montagnes russes, le marché commence lundi (hier) sur un ton plus mesuré», ont commenté des analystes. Pour les cambistes, la question est de savoir si la hausse récente de l'inflation, notamment aux Etats-Unis, va persister et pousser les banques centrales à ajuster leurs politiques. Si elles

relevaient leurs taux directeurs, cela rendrait leurs monnaies respectives plus attractives.

Dans ce contexte, les minutes du comité monétaire de la Fed (banque centrale américaine) vont être décryptées pour le moindre signe d'un changement de ton lors de leur publication aujourd'hui, estiment les analystes.

Autre occasion de jauger l'état d'esprit de l'institution, le vice-président de la Fed, Richard Clarida et le président de la Fed d'Atlanta, Raphael Bostic, participeront à une conférence.

Pour l'instant, la Fed a maintenu que sa politique resterait souple pour éviter d'étouffer la reprise dans l'œuf.

Farid M.

Face aux inquiétudes sanitaires au Japon

## La Bourse de Tokyo recule

**L**a Bourse de Tokyo évoluait en baisse hier dans la matinée, après avoir pourtant commencé dans le vert dans le sillage de Wall Street vendredi, lestée ensuite par les inquiétudes sur la hausse des infections au Japon. L'indice vedette Nikkei reculait de 0,53 % à 27 935,72 points vers 01h20 GMT,

tandis que l'indice élargi Topix perdait 0,09 % à 1 881,71 points. Wall Street a rebondi après une semaine marquée par les oscillations entre les craintes d'une trop forte inflation aux Etats-Unis et l'optimisme sur le front sanitaire, avec la décision des autorités sanitaires américaines de lever l'obligation du

port du masque en intérieur pour les personnes vaccinées. Au Japon, où la campagne de vaccination est encore balbutiante, le nombre de cas recensés quotidiennement ne donne cependant pas de signes de baisse, malgré le troisième état d'urgence sanitaire en place, qui a été élargi dimanche à neuf départe-

ments. Le yen était stable face au dollar vers 01h15 GMT, à raison d'un dollar pour 109,39 yens contre 109,35 yens vendredi à 21h00 GMT. La monnaie japonaise n'évoluait guère non plus face à l'euro, à raison d'un euro pour 132,73 yens contre 132,77 yens en fin de semaine dernière. L'euro valait 1,2134 dollar, contre

1,2141 dollar vendredi à 21h00 GMT. Les cours du pétrole étaient stables hier matin en Asie : vers 01h10 GMT, le prix du baril de brut américain WTI stagnait (-0,06 %) à 65,33 dollars, comme celui du baril de Brent de la mer du Nord (-0,03 %) à 68,65 dollars.

L. Y.

Naâma/Moghrar

# Lancement d'un projet wakf de plantation de 7 000 palmiers dattiers

■ Un projet wakf relatif à la plantation de 7 000 palmiers dattiers dans la daïra de Moghrar vient d'être lancé par un bienfaiteur de la wilaya de Naâma, dans le but d'une prise en charge sociale des personnes vulnérables et nécessiteuses, a-t-on appris, dimanche, du promoteur de l'initiative.

Par Hamid B.

Placée sous le slogan «Plantons pour que tous mangent», cette initiative entre dans le cadre d'un projet «wakf ennakhil» qui répond à une vision sociale. Les revenus de ce projet (production de dattes) iront aux

EHU «1<sup>er</sup> Novembre 1954» d'Oran

## Ouverture d'un atelier de confection de matelas et de couvertures pour malades

UNE UNITÉ de confection de matelas et de couvertures pour les malades a été ouverte au niveau de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) «1<sup>er</sup> Novembre 1954» d'Oran, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement de santé publique.

La capacité de production de cette unité, ouverte la semaine dernière, est de 320 paires de matelas et de couvertures par jour, en vue de répondre aux besoins des services hospitaliers de l'EHU et de l'hôpital de hai Nedjma spécialisée dans la prise en charge des malades de Covid-19 relevant du même établissement hospitalier, a souligné Belkaid Abdeljelil, chef du service blanchisserie et entrepôt des vêtements de l'EHU «1<sup>er</sup> Novembre 1954».

L'ouverture de cet atelier vient répondre aux besoins pressants de l'établissement pour ces produits durant la crise sanitaire de Covid-19, qui augmente considérablement, que ce soit à l'EHU 1<sup>er</sup> Novembre 1954 ou à l'hôpital de hai Nedjma, sachant que ces produits sont acquis à des prix exorbitants.

Dans ce contexte, la direction de l'EHU a recruté cinq couturières dans cet atelier et a acheté 4 machines à coudre dans un premier temps, qui seront renforcées par d'autres équipements et couturiers pour couvrir tous les besoins des services hospitaliers.

L'équipe confectionne actuellement environ 320 paires de couvertures et de matelas par jour et pas moins de 250 oreillers, a précisé la même source, avant de relever que l'EHU cherche à élargir le champ de cet atelier en fournissant à l'avenir les produits à d'autres hôpitaux publics et privés de la wilaya d'Oran.

R. R.

nécessiteux, a expliqué la même source.

Le choix a été porté sur une parcelle de terre appartenant à ce bienfaiteur, située au niveau de la zone agricole «El Ghouiba» relevant de la commune de Moghrar, pour la concrétisation du projet wakf, a-t-il indiqué, faisant savoir qu'il a été décidé la plantation de 400 palmiers au mois de mai courant dans une première étape. Les travaux se poursuivront jusqu'à la plantation de l'ensemble du nombre de palmiers programmés, a-t-il ajouté.

Le promoteur de l'initiative a insisté sur la prise en charge de

l'ensemble des étapes de ce projet avec tout ce qui va avec pour sa concrétisation sur le terrain, signalant l'achèvement du forage d'un puits profond pour l'irrigation de ce périmètre dattier et la réalisation d'une conduite d'eau vers deux grands bassins, de même que le défrichage de la terre, le piquetage de jeunes plants productifs et leur mise en terre, ainsi que la fixation du matériel d'irrigation pour la réussite de cette opération devant donner un bon rendement en perspective de ce périmètre de palmiers dattiers.

H. B.



Adrar

## Plusieurs opérations de développement en cours dans la daïra de Reggane

Divers projets de développement retenus au titre de différents programmes de développement sont en cours d'exécution dans la daïra de Reggane (150 km au sud d'Adrar), dans le but d'améliorer les conditions de vie du citoyen, a-t-on appris, dimanche, des responsables de cette collectivité.

Visant la prise en charge des préoccupations des citoyens, ces opérations, tous secteurs confondus, consistent en la réalisation, pour une enveloppe de plus de deux milliards DA puisée des plans communaux et sectoriels de développement (PCD-PSD), de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), des programmes de développement des régions du Sud et du budget de wilaya, d'une série d'installations et de structures au profit des communes de Sali et Reggane, a précisé le chef de la daïra, Nasreddine Abdelhakim Dissi.

Onze projets énergétiques ont été accordés à la commune de Reggane et portent sur le raccordement de 1 120 foyers au réseau d'électricité et sept autres projets pour l'alimentation en gaz naturel ciblant 3 144 habitations, en sus de l'électrification de 11 périmètres agricoles, a-t-il fait

savoir.

La commune de Sali s'est vu accorder 18 projets d'extension du réseau d'électrification au profit de 833 foyers, en plus de cinq autres opérations d'alimentation de 1 970 foyers au gaz naturel et le raccordement de 11 périmètres agricoles au réseau d'électricité, a déclaré le chef de daïra.

D'autres enveloppes ont été affectées aux deux communes de la daïra pour la réalisation d'opérations «urgentes» consistant en l'acquisition d'une ambulance tout-terrain pour la polyclinique en vue de faciliter l'évacuation des malades, et l'extension du réseau d'assainissement du vieux Ksar de Zaouié Lehcheh.

M. Dissi a révélé aussi que d'autres projets ont été inscrits en faveur de la commune de Reggane, portant transfert de son exutoire par souci de préserver l'environnement et de lutter contre les maladies à transmission hydrique, notamment en saison estivale, en plus de l'électrification d'un château d'eau et la réalisation d'un groupe scolaire.

S'agissant de l'aménagement urbain, cette collectivité s'est vu accorder des projets d'aménagement de la place des Martyrs, immortalisant les lourds sacrifices consentis par la région lors

des explosions nucléaires coloniales.

La dynamique de développement a été renforcée au volet des travaux publics par un projet de réalisation d'une tranche de la route reliant, sur 250 km à travers le désert de Tanezrouft, Reggane à la wilaya frontalière de Bord Badji Mokhtar.

En vue de prendre en charge les préoccupations de la population locale, une série de suggestions de projets ont aussi été émises par les responsables locaux et sont liées au transfert de l'exutoire de ksar Berriche dans la commune de Sali et l'inscription de deux projets routiers, l'un concernant la réhabilitation de 10 km de la RN-6, de l'entrée de la ville de Reggane au ksar «Anzeklouf», et l'autre la réalisation d'une rue en milieu urbain.

Aussi, dans le but de remédier aux carences relevées en matière de structures et installations de loisirs, les services de la daïra ont procédé, avec le concours des partenaires, à l'acquisition d'équipements à installer au niveau de quatre aires de jeu aménagées.

Des actions sont menées pour étendre cette initiative aux autres quartiers et cités des villes de Reggane et Sali pour satisfaire la demande dans la région.

Y. G.

Bouira

## Quatre hectares de céréales ravagés par un incendie à Raouraoua

Plus de quatre hectares de céréales ont été ravagés par un incendie qui s'est déclaré dimanche après-midi dans une ferme agricole de Raouraoua (Ouest de Bouira), selon un bilan des services de la Protection civile.

L'incendie s'est déclaré dans

la ferme agricole Bechar Bachir, située dans la commune de Raouraoua.

«Les flammes ont ravagé plus de 4 hectares de blé dur», a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la Protection civile de Bouira, le sous-lieutenant Abdat Youcef.

«Le bilan aurait pu être plus lourd, n'était-ce l'intervention des équipes de la brigade de la Protection civile de Bir Ghalou, qui ont réussi à éteindre le feu et épargner plus de 106 hectares des flammes», a précisé le même responsable.

Depuis samedi, quatre incen-

die de récolte ont été enregistrés à Bouira, où près de deux hectares de céréales et de broussailles ont été ravagés par les flammes à El-Hachimia et Kadiria (ouest de Bouira), selon les statistiques des services de la Protection civile.

Yanis H.

Etats-Unis

# Un tigre en liberté retrouvé au Texas après une semaine de recherches

■ Un tigre qui avait déambulé la semaine dernière dans les rues de Houston au Texas, terrifiant les habitants, a été retrouvé samedi en bonne santé, a indiqué la police locale.

Par Fil T.

Le tigre du Bengale, baptisé «India» et âgé de neuf mois, a été récupéré auprès de la femme de son propriétaire, un jeune homme de 26 ans qui avait été vu l'emmenant dans sa voiture.

Le félin en liberté, doté d'un collier, avait été aperçu dimanche dernier errant dans les rues d'un quartier résidentiel de la ville, filmé par certains voisins ébahis de voir un tigre dans leur jardin. L'animal a été récupéré par l'épouse du propriétaire qui a

accepté de rendre l'animal à la police, a expliqué samedi soir Ron Borza, de la police de Houston, lors d'une conférence de presse.

Il n'a pas précisé où avait vécu le félin depuis sa disparition, soulignant que l'épouse «savait constamment où était le tigre».

India, qui est en «très bonne santé», devait être transféré dimanche dans un refuge pour animaux près de Dallas, a indiqué le policier.

Il a rappelé qu'il était illégal de posséder un tigre à Houston,

contrairement à certains des comtés qui l'entourent.

«Vous ne devriez pas avoir un animal comme celui-ci chez vous», a expliqué Ron Borza. «Cet animal n'avait que neuf mois et il pesait déjà 80 kg, à l'âge adulte il peut faire jusqu'à 270 kg, il a encore ses griffes et peut faire beaucoup de dégâts».

«J'aimerais bien récupérer (ces animaux) et les placer dans un environnement sûr», a ajouté le commandant Borza. «Ils ne sont pas en sécurité dans un appartement ou dans une maison. Ils doivent vivre avec



d'autres animaux». Le Texas est connu pour concentrer un

nombre important de tigres en captivité. La loi de l'Etat permet d'en posséder, à condition de s'enregistrer et de s'assurer que l'animal soit enfermé.

En 2014, le WWF estimait que près de 5 000 tigres vivaient en captivité aux Etats-Unis, un nombre supérieur à la population mondiale de tigres sauvages.

F. T.

Pour pallier les carences de Covax

## La directrice de l'Unicef demande aux pays du G7 de donner leurs excédents de vaccins

La directrice générale du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Henrietta Fore, a demandé dimanche aux pays industrialisés du G7 de faire don de leurs excédents de vaccins contre le Covid-19 à l'initiative Covax, un dispositif mondial d'achat et de livraison de vaccins pour les pays à revenus faible et intermédiaire. Elle a lancé cet appel alors que les dirigeants du G7 se réuniront le mois prochain au Royaume-Uni.

Une nouvelle analyse des données fournie par Airfinity, un centre de recherche en sciences de la vie, a révélé que les pays

du G7 et le groupe «Team Europe» des Etats membres de l'Union européenne pourraient faire don d'environ 153 millions de doses de vaccin s'ils partageaient seulement 20 % de leurs stocks disponibles en juin, juillet et août. Ils pourraient le faire tout en respectant leurs engagements de vacciner leurs propres populations, a indiqué M<sup>me</sup> Fore dans un communiqué. «*Bien que certains membres du G7 disposent d'un stock plus important que d'autres, et que certains soient plus avancés dans les déploiements nationaux, un engagement collectif immédiat à mettre en commun les stocks*

*excédentaires et à partager la charge de la responsabilité pourrait aider les pays vulnérables à ne pas devenir le prochain point chaud mondial*», a-t-elle ajouté.

Le partage des doses excédentaires immédiatement disponibles est une mesure palliative minimale, essentielle et d'urgence, et elle est nécessaire dès maintenant, a dit M<sup>me</sup> Fore.

Parmi les conséquences mondiales de la situation en Inde, une plaque tournante mondiale de la production de vaccins, figure une forte réduction des doses disponibles pour le Covax. En raison de l'explosion de la demande intérieure, 140

millions de doses destinées à être distribuées aux pays à revenus faible et intermédiaire jusqu'à la fin du mois de mai ne sont pas accessibles au dispositif. En juin, 50 millions de doses supplémentaires risquent de ne pas être disponibles, a précisé le communiqué. La voie la plus évidente pour sortir de cette pandémie est une distribution mondiale et équitable des vaccins, des diagnostics et des thérapies. Covax, avec l'Unicef comme partenaire-clé de mise en œuvre, représente une telle voie, a affirmé la directrice générale de l'Unicef.

Yoï N.

Santé/Risques

## Travailler plus de 55h par semaine augmente le risque de décès

Travailler plus de 55 heures par semaine augmente le risque de décès dus aux maladies cardiaques et aux accidents vasculaires cérébraux, selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation internationale du travail publiée hier.

Cette première analyse mondiale des pertes de vies humaines et des atteintes à la santé associées aux longues heures de travail est publiée alors que la pandémie de Covid-19 accélère les évolutions susceptibles de renforcer la tendance à travailler pendant de plus longues heures. L'étude, publiée dans la revue *Environment International*, ne porte toutefois pas sur la pandémie, mais sur les années précédentes. Les auteurs ont synthétisé les données issues de dizaines d'études portant sur des centaines de milliers de participants. «*Travailler 55 heures ou plus par semaine représente un grave danger pour la santé*», a souligné la D<sup>re</sup> Maria Neira, directrice du Département environnement, changement cli-

matique et santé à l'OMS. «*Il est temps que tous – gouvernements, employeurs et salariés – nous admettions enfin que de longues heures de travail peuvent entraîner des décès prématurés*», a-t-elle ajouté. L'étude conclut que le fait de travailler 55 heures ou plus par semaine est associé à une hausse estimée de 35 % du risque d'accident vasculaire cérébral (AVC) et de 17 % du risque de mourir d'une cardiopathie ischémique par rapport à des horaires de 35 à 40 heures de travail par semaine.

L'OMS et l'OIT estiment qu'en 2016, 398 000 personnes sont mortes d'un AVC et 347 000 d'une maladie cardiaque pour avoir travaillé au moins 55 heures par semaine. Entre 2000 et 2016, le nombre de décès dus à des cardiopathies liées aux longues heures de travail a ainsi augmenté de 42 %, un chiffre qui s'établit à 19 % pour les AVC.

La plupart des décès enregistrés concernaient des personnes âgées de 60 à 79 ans, qui avaient travaillé pendant 55 heures ou plus par semaine lors-

qu'elles avaient entre 45 et 74 ans. En résumé, indique l'OMS, «*maintenant que l'on sait qu'environ un tiers du total de la charge de morbidité estimée liée au travail est imputable aux longues heures de travail, cela en fait le premier facteur de risque de maladie professionnelle*».

«*Nous n'avons donc trouvé aucune différence entre les sexes en ce qui concerne l'effet des longues heures de travail sur l'incidence des maladies cardiovasculaires*», a déclaré Frank Pega, expert à l'OMS, en conférence de presse. Toutefois, la charge de morbidité est particulièrement importante chez les hommes (72 % des décès les concernent) car ces derniers représentent une grande part des travailleurs dans le monde. Elle est aussi plus importante chez les personnes vivant dans les régions du Pacifique occidental et de l'Asie du Sud-Est, où, a expliqué M. Pega, il y a davantage de travailleurs du secteur informel susceptibles d'être obligés de travailler pendant de longues journées. L'OMS est

d'autant plus inquiète face à ce phénomène que le nombre de personnes travaillant de longues heures est en augmentation. Il représente actuellement 9 % du total de la population mondiale.

La pandémie ne devrait guère aider à renverser la tendance. Au contraire. Le télétravail est devenu la norme dans de nombreux secteurs d'activité, estompant souvent les frontières entre la maison et le travail. Par ailleurs, «*de nombreuses entreprises ont été contraintes de réduire ou d'interrompre leurs activités pour économiser de l'argent et les personnes qu'elles continuent d'employer finissent par avoir des horaires de travail plus longs*», a déclaré le D<sup>r</sup> Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. Mais, a-t-il averti, «*aucun emploi ne vaut que l'on prenne le risque d'un accident vasculaire cérébral ou d'une maladie cardiaque. Les gouvernements, les employeurs et les travailleurs doivent collaborer pour convenir de limites permettant de protéger la santé des travailleurs*».

R. D.

## Irlande Le ministère de la Santé visé par une cyberattaque

Le ministère irlandais de la Santé a fait l'objet d'une tentative de cyberattaque similaire à l'attaque au rançongiciel ayant paralysé vendredi le service public de santé, a indiqué, dimanche, le gouvernement irlandais.

«*Le Centre national de la cybersécurité (NCSC) s'est aperçu jeudi d'une tentative de cyberattaque contre le ministère de la Santé, lequel a partiellement suspendu son système informatique par mesure de précaution*», a précisé le gouvernement dans un communiqué.

«*Cette tentative d'attaque continue à faire l'objet d'une enquête, mais il semblerait qu'il s'agisse d'une attaque ransomware similaire à celle ayant affecté le service public de santé (HSE Ireland)*», a-t-il ajouté. A la suite de cette attaque, qu'il a qualifiée d'«*opération criminelle internationale*», le service de santé irlandais avait arrêté vendredi l'ensemble de son système informatique. Des hôpitaux avaient dû annuler des rendez-vous non urgents, mais la campagne de vaccination contre le Covid-19 n'a pas été affectée.

Les cyberattaques à l'aide de rançongiciel sont un phénomène qui a explosé ces dernières années.

Un rançongiciel, ou «ransomware», exploite des failles de sécurité d'une entreprise ou d'un individu pour chiffrer et bloquer ses systèmes informatiques, exigeant une rançon pour les débloquer.

Lyes G.



## Proche-Orient

# Bombardements en série à Ghaza, le conflit entre dans sa deuxième semaine

■ Les rues de Ghaza restaient désertes hier matin, après une nouvelle série de bombardements nocturnes par l'armée israélienne, au terme d'une semaine noire ayant fait plus de 200 morts, en quasi-totalité des Palestiniens, alors que le Hamas et Israël sont restés sourds aux appels internationaux à la désescalade.

Par Mourad M.

Dans la nuit de dimanche à hier, l'aviation israélienne a pilonné à des dizaines de reprises la bande de Ghaza, où des groupes armés ont tiré des roquettes vers Israël.

Des centaines de bâtiments ont été endommagés et les coupures d'électricité se sont intensifiées, d'après les autorités locales, qui n'ont pas fait état de victimes dans l'immédiat. Au petit matin, les rues de l'enclave côtière où vivent deux millions de personnes étaient désertes, a constaté un journaliste de l'AFFP.

L'armée israélienne a indiqué, hier dans un communiqué, avoir ciblé neuf maisons appartenant à des hauts commandants du Hamas et qui servaient pour certaines à «stocker des armes».

Le Jihad islamique, deuxième groupe armé palestinien de la bande de Ghaza, a annoncé à la mi-journée la mort d'Hossam

Abou Harbid, l'un de ses commandants, dans une frappe.

«Il n'y a jamais eu de frappes d'une telle ampleur», a estimé après cette nouvelle nuit de raids Mahdi Abed Rabbo, 39 ans, qui vit dans l'ouest de la ville de Ghaza, faisant part de son «horreur, (de sa) peur».

Quelque 40 000 Palestiniens ont fui leur maison, selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Secours et habitants tentaient hier de débayer les gravats et d'éteindre les incendies en cours, dont celui d'une usine de matelas en mousse.

Depuis le 10 mai, 198 Palestiniens ont été tués, dont au moins 58 enfants, et plus de 1 300 blessés. Dimanche, 42 Palestiniens, dont au moins huit enfants et deux médecins, ont été tués dans des bombardements israéliens sur Ghaza, bilan le plus lourd en une seule journée, selon le ministère de la Santé local. Les Israéliens, en

particulier les habitants du sud du pays qui vivent au rythme des alertes à la roquette, ont été appelés par leur Premier ministre Benjamin Netanyahu à «limiter leurs activités en extérieur». Côté israélien, dix personnes ont été tuées, dont un enfant, et 294 blessées après des tirs de roquettes depuis Ghaza.

Les groupes armés palestiniens, dont le Hamas et le Jihad islamique, ont tiré plus de 3 150 roquettes vers Israël depuis le début des hostilités meurtrières. Il s'agit du rythme le plus élevé de projectiles jamais tirés vers le sol israélien, a indiqué dimanche l'armée israélienne, soulignant qu'une grande partie avait été interceptée par son système anti-missile. «Notre campagne contre les organisations terroristes continue à plein régime», a affirmé dimanche le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, justifiant par ailleurs la frappe ayant pulvérisé la tour de treize étages abritant les locaux de la chaîne d'information qatarie Al-Jazeera et de l'agence de presse américaine Associated Press. «C'était une cible parfaitement légitime», a-t-il assuré, affirmant s'appuyer sur des informations des services de renseignement. L'armée israélienne, qui a dit avoir ciblé des locaux et des équipements du Hamas ainsi que certains commandants et des tunnels souterrains, accuse le mouvement islamiste de s'implanter près de civils pour s'en servir de «bouclier».

La dernière grande confrontation entre Israël et le Hamas



remonte à l'été 2014. Le conflit de 51 jours a ravagé la bande de Ghaza et fait au moins 2 251 morts côté palestinien, pour la plupart des civils, et 74 côté israélien, quasiment tous des soldats. «La violence a le potentiel de déclencher une crise sécuritaire et humanitaire incontrôlable et d'encourager davantage l'extrémisme», a alerté dimanche Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, à l'ouverture d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

«Ce cycle insensé de diffusion de sang, de terreur et de destruction doit cesser immédiatement», a-t-il insisté, alors que cette troisième session virtuelle n'a abouti à aucune avancée.

Selon plusieurs diplomates interrogés par l'AFFP, les États-Unis ont continué dimanche à refuser toute déclaration conjointe.

La crise actuelle a éclaté le 10 mai avec un barrage de roquettes tirées par le Hamas sur Israël, en «solidarité» avec

les centaines de manifestants palestiniens blessés dans des heurts avec la police israélienne à Jérusalem-Est. A l'origine des manifestations, la menace d'expulsion de familles palestiniennes au profit de colons israéliens dans le quartier de Cheikh Jarrah.

Dans ce quartier, une attaque à la voiture-bélier contre une patrouille israélienne a fait plusieurs blessés dimanche soir. La police a d'abord dit avoir «neutralisé» l'assailant puis a précisé qu'il était «mort».

Les hostilités se sont étendues à la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, où des affrontements avec l'armée israélienne ont fait 19 morts depuis le 10 mai, selon un bilan palestinien.

Sur son territoire, Israël est également confronté à des violences d'une intensité nouvelle et à des menaces de lynchage dans ses villes «mixtes», où vivent Juifs et Arabes israéliens.

M. M.

## Commentaire

Retenue

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis toujours, chaque prononcé ou écrit par des membres du Rassemblement National est soigneusement étudié, décortiqué et interprété par la classe politique française. Le moindre mot pouvant être interprété de façon négative est alors utilisé par la droite et la gauche pour critiquer les responsables du RN et les rendre responsables de faits divers que leurs discours auraient provoqués. Pourtant, l'on se soucie bien peu des termes utilisés pour désigner le parti de droite radicale et ses cadres. Jordan Bardella, vice-président du RN, a ainsi demandé cette semaine au Premier ministre, Jean Castex, d'«appeler ses ministres à la retenue dans leurs critiques contre Marine Le Pen», estimant qu'en cas d'agression physique contre elle, ces derniers «en porteraient une part de responsabilité morale». «Plusieurs membres du gouvernement ont dépassé ces derniers jours les limites de l'acceptable dans leurs propos publics à l'encontre de Marine Le Pen et du Rassemblement National», a déploré dans un communiqué Jordan Bardella, tête de liste du RN pour les régions de juin en Île-de-France. Il a cité le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, qui avait «annoncé être candidat dans le Pas-de-Calais avec l'objectif de chasser le Rassemblement National», et la secrétaire d'État Olivia Grégoire qui a qualifié Marine Le Pen d'«ennemie à abattre». Si ces «appels à la violence» devaient être suivis d'«agressions physiques» à l'égard de la candidate RN à la présidentielle ou d'un élu RN, «ces ministres en porteraient une part de responsabilité morale», affirme-t-il. Le Premier ministre «doit maintenant les appeler à la retenue et garantir aux Français un débat démocratique serein dans la période électorale qui s'ouvre». Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, avait affirmé vendredi sur France Info que «l'ennemi raciste à abattre, l'ennemi de la République, c'est Marine Le Pen». «Je n'aurais pas utilisé le mot «abattre», je préfère «combattre», a répondu dimanche le chef de file des députés LREM, Christophe Castaner. «Et nous devons le faire (...) en apportant des réponses à nos concitoyens, en les sécurisant», a-t-il insisté, tout en ironisant sur les «leçons de sémantique et de non-agressivité des leaders du Front national». Pourtant, des leçons de sémantiques le RN en reçoit constamment et ceux qui les donnent les estiment légitimes pour interpréter n'importe quelle déclaration émanant du parti de Marine Le Pen. Peut-être que Castaner, ne sachant comment justifier les dépassements récurrents des membres du gouvernement, préfère répondre sur la forme plutôt que sur le fond. Reste à voir si l'appel de Bardella sera entendu ou si le gouvernement continuera à tirer à vue sur le RN qui, par ailleurs, ne cesse de grimper dans les sondages, les Français visiblement n'appréciant pas les excès de langage dont font preuve leurs dirigeants.

F. M.

## Birmanie

# L'Assemblée générale de l'ONU appelée à approuver un embargo sur les armes

L'Assemblée générale de l'ONU est appelée aujourd'hui à approuver un projet de résolution non contraignante prévoyant «une suspension immédiate du transfert d'armes à la Birmanie et à ses dirigeants militaires», a-t-on appris, dimanche, aux Nations unies.

Initié par le Liechtenstein, avec le soutien notamment de l'Union européenne, du Royaume-Uni et des États-Unis, «le projet sera soumis à une réunion plénière en personne à 19h00 GMT», a indiqué à l'AFFP un porte-parole de l'Organisation.

Selon des diplomates, une approbation par consensus n'est pas acquise, auquel cas l'Assemblée procéderait à un vote. Tout son enjeu sera alors d'engranger un maximum de soutiens parmi les 193 États membres de l'Assemblée gé-

rale. En négociation depuis des semaines, le texte est co-parrainé par 48 pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique, un seul pays, la Corée du Sud, représentant dans ce groupe l'Asie.

Non contraignant à la différence des résolutions du Conseil de sécurité mais à forte portée politique, le texte prévoit «une suspension immédiate de la fourniture, de la vente ou du transfert direct et indirect de toutes les armes, munitions et autres équipements militaires à la Birmanie».

Il réclame aux autorités militaires birmanes qui ont pris le pouvoir le 1<sup>er</sup> février lors d'un coup d'État, «de mettre fin à l'état d'urgence et de cesser immédiatement toute violence contre les manifestants pacifiques». Il leur demande aussi «de libérer immédiatement et sans conditions» le président Win Myint et la dirigeante civile

Aung San Suu Kyi, ainsi que toutes les personnes détenues arbitrairement.

Le projet demande également «à la Birmanie de mettre en œuvre sans tarder le plan vers un retour à la démocratie élaboré par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), de faciliter sans délai une visite de l'émissaire de l'ONU, interdite d'entrée dans le pays jusqu'à présent, et de permettre un accès humanitaire sûr et sans entrave».

La demande d'un embargo sur les armes est un souhait ancien de plusieurs dizaines d'ONG. Au Conseil de sécurité, qui a adopté à l'unanimité depuis février quatre déclarations sur la Birmanie, à chaque fois édulcorées par notamment la Chine, l'idée d'adopter une telle mesure, qui entraînerait probablement un veto de Pékin, n'a jamais été avancée.





Coupe de la Confédération (1/4 de finale - aller)  
**La JSK s'impose à Sfax et prend option**

La JS Kabylie a réalisé une excellente opération, en s'imposant dimanche en déplacement face au CS Sfax 1-0 (mi-temps : 0-0), en match comptant pour les 1/4 de finale (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football. L'unique but de la partie a été inscrit par Réda Bensayah à la 61<sup>e</sup> minute de jeu sur penalty. Les locaux auraient pu prendre l'avantage à la fin de la première période sur penalty, mais l'attaquant Firas Chawat a raté son duel face au portier kabyle

Hamza Benbot (45'+1). La seconde manche se jouera le dimanche 23 mai au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre de Tizi-Ouzou (17h00), et sera arbitrée par un trio marocain, dirigé par Rédouane Jiyed, assisté de Lahsen Azgaou et Mustapha Akarkad. Pour rappel, l'autre représentant algérien dans cette épreuve, l'ES Sétif, s'est fait éliminer en phase de poules, en terminant à la 3<sup>e</sup> place, derrière les Nigériens d'Enyimba FC et les Sud-Africains d'Orlando Pirates.

Pris en charge à Paris

**Décès de l'ancien gardien Samir Hadjaoui**

L'ancien gardien international algérien, Samir Hadjaoui, est décédé dimanche soir à Paris, des suites d'une longue maladie, a appris l'APS auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). «Samir Hadjaoui avait demandé à être rapatrié, et il était prévu que cela se fasse demain (ndlr, hier). Malheureusement, il est décédé quelques heures avant», a détaillé le MJS. Gravement malade, cet ancien portier de 42 ans avait sollicité les hautes instances du sport national au mois de décembre dernier pour lui procurer une prise en charge médicale à l'étranger, et son vœu a été exaucé, puisqu'il a été rapidement transféré dans la capitale française. Seulement, et comme s'il avait compris que sa fin était proche, Hadjaoui a lancé de nouveaux appels de détresse

au cours des dernières 72 heures pour demander à être rapatrié au plus vite. Ce qui devait se faire hier. Malheureusement, il est décédé juste avant.

**Samir Hadjaoui, en bref :**

- Né le 16 février 1979 à Tlemcen. Il compte trois sélections en équipe nationale «senior» pendant l'année 2007.
- Champion d'Algérie en 2007 et 2009 avec l'ES Sétif.
- Vainqueur de la Coupe d'Algérie en 1998 et 2002 avec le WA Tlemcen.
- Vainqueur de la Coupe d'Algérie en 2005 avec l'ASO Chlef.
- Vainqueur de la Coupe de l'UAF en 1998 avec le WA Tlemcen.
- Vainqueur de la Ligue des Champions arabes en 2007 et 2008 avec l'ES

Championnats d'Afrique de judo

**La sélection nationale en stage en Tunisie**

La sélection algérienne (messieurs/dames) s'est rendue dimanche en Tunisie pour effectuer un stage bloqué de deux jours, en vue des Championnats d'Afrique seniors, qui se dérouleront du 20 au 23 mai à Dakar, selon la Fédération (FAJ). «La sélection nationale ralliera la Tunisie dès dimanche après-midi, et outre les derniers réglages techniques, elle profitera des deux jours qu'elle passera dans ce pays pour effectuer les tests de dépista-

ge du coronavirus», a indiqué la FAJ sur son site officiel. Les Championnats d'Afrique prévus à Dakar sont qualitatifs aux prochains Jeux Olympiques d'été à Tokyo, initialement prévus en 2020 et décalés finalement à 2021 en raison de la crise sanitaire mondiale, liée à la pandémie de nouveau coronavirus. La délégation algérienne est conduite par trois membres du Bureau fédéral, à savoir Badreddine Lazizi, Ahmed Kebaili et Hafid Bouhella.

Handisport

**Proposition de report de 24 heures de l'AGE**

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne handisport (FAH), initialement prévue dimanche à l'amphithéâtre de l'ENS/STS Rachid-Harraïgue de Dely Ibrahim (Alger), a été reportée de 24 heures sur proposition des commissions fédérales de candidature et de recours. Les deux commissions ont proposé la tenue de l'AGE pour lundi 17 mai (hier) à 14h00 au siège du Comité olympique et sportif (COA). «Les membres des commissions fédérales de candidature (2) et de recours (1), réunis en présence du représentant du ministère et du candidat à la présidence de la fédération, Slimane Maachou, ont proposé de reporter les élections de 24 heures, après avoir constaté l'impossibilité de tenir l'AGE, dans sa date et heure initiales, suite à l'envahissement de la salle par des ath-

lètes paralympiens», a indiqué le secrétaire général de la FAH, qui a lu le communiqué de la réunion. Il a ajouté que cette proposition est tributaire de «l'acceptation» de la Commission nationale de suivi du renouvellement des structures et instances sportives nationales du ministère de la jeunesse et des sports (MJS). Le SG a ajouté que l'autre candidat à la présidence, Abdelhak Benharkou, a refusé de prendre part à la réunion, expliquant qu'il a introduit des réserves sur des membres de l'autre liste. Les travaux de l'AGE allaient être entamés, après l'achèvement des listes des inscriptions des membres de droit de l'Assemblée, avant l'envahissement de plusieurs athlètes paralympiens, qualifiés aux Jeux paralympiques de Tokyo-2020, qui ont refusé la tenue de l'AGE. «Cette AGE ne doit pas se tenir».

Ligue 1 (21<sup>e</sup> journée)

**Le leader fait du surplace, l'USMA enchaîne**

■ L'ES Sétif, leader du championnat de Ligue 1 de football, a été tenue en échec dimanche soir en déplacement face au RC Relizane (2-2), alors que l'USM Alger a confirmé ses ambitions, en venant à bout, au stade Omar-Hamadi, du dauphin la JS Saoura (2-0), à l'occasion de la 21<sup>e</sup> journée de la compétition.



Les Sétifiens se contentent d'un nul et gardent leur position

Par Mahfoud M.

Manant au score grâce à un but signée Ghacha (7', s.p), l'ESS a sombré par la suite pour encaisser en deux fois, avant d'égaliser par Ghacha, qui a récidivé en seconde période (63'). L'Entente a terminé la partie en infériorité numérique, après l'expulsion du milieu de terrain Amir Karaoui pour cumul de cartons (90'+1). Il s'agit du troisième match de suite sans victoire pour l'ESS, qui reste sur une élimination en 1/8<sup>e</sup> de finale de la Coupe de la Ligue, à la maison face au WA Tlemcen (1-2), même si le nul à l'extérieur reste un résultat probant en lui-même. En dépit de ce résultat, l'Entente compte désormais cinq points d'avance sur son poursuivant direct, la JS Saoura, battue en déplacement face à l'USM Alger (2-0), grâce à un doublé de Belkacemi. Le gardien de but usmiste, Mohamed Lamine Zemmamouche, a été auteur de plusieurs arrêts décisifs, qui ont permis à son équipe de préserver sa série d'invincibilité (7 matchs, ndlr) depuis l'arrivée à la barre technique de l'en-

traîneur Mounir Zeghdoud en mars dernier. Le latéral droit et nouvelle recrue Haithem Loucif s'est blessé sérieusement au cours de cette partie.

**Une première réussie pour Zaoui avec l'ASO Chlef**

Le Paradou AC a rejoint la première partie de tableau (8), en allant s'imposer sur le terrain du CS Constantine (0-1). Dehiri a été auteur de l'unique but de la rencontre, face à une équipe constantinoise qui fait du surplace, elle qui n'a plus gagné depuis son succès déroché à Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (1-0), le 26 mars dernier. En bas du tableau, le NC Magra est en train de se réveiller et amorcer sa mission de sauvetage, en s'imposant difficilement à domicile face à l'AS Ain M'lila (3-2), grâce notamment à un doublé de Hadj Bougueche qui atteint la barre de cinq buts depuis le début de la saison. Il s'agit de la troisième victoire de rang pour Magra, toutes compétitions confondues. L'ASO Chlef, sous la houlette du nouvel entraîneur Samir Zaoui, a mis fin à quatre défaites de suite,

toutes compétitions confondues, en s'imposant chez son voisin le WA Tlemcen (3-2). Les Tlemceniens retombent dans leurs travers après trois matchs consécutifs sans défaite. Le NA Hussein-Dey continue de manger son pain noir, se faisant tenir en échec à domicile par l'US Biskra (1-1). Les «Sang et Or», sérieusement menacés par le spectre de la relégation, n'ont plus gagné en championnat depuis le 26 février dernier à la maison face au RC Relizane (3-0). La lanterne rouge, le CABB Arréridj, est allé tenir en échec l'autre reléguable l'USM Bel-Abbès (1-1). Un résultat qui n'arrange nullement les affaires des deux formations. En match avancé de cette 21<sup>e</sup> journée, le MC Oran a réalisé une excellente opération en allant s'imposer mardi dernier à Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (1-0). Cette journée est tronquée des matchs Olympique Médéa - MC Alger et JSM Skikda - CR Belouizdad, en raison de la participation des deux clubs algérois aux quarts de finale de la Ligue des champions, disputés vendredi et samedi.

M. M.

**Résultats partiels et classement :**

RCR-ESS	2-2
NCM-ASAM	3-2
USMA-JSS	2-0
WAT-ASO	2-3
CSC-PAC	0-1
NAHD-USB	1-1
USMBA-CABBA	1-1

**Déjà joué :**

JSK-MCO	0-1
---------	-----

**Reportés :**

OM-MCA		
JSM-GRB		
	Pts	J
1). ES Sétif	44	21

2). JS Saoura	39	21
-). MC Oran	39	21
4). CR Belouizdad	36	20
5). USM Alger	35	21
-). JS Kabylie	35	21
7). MC Alger	34	20
8). Paradou AC	33	21
9). O. Médéa	32	20
10). CS Constantine	31	21
-). AS Ain M'lila	31	21
12). RC Relizane	25	21
13). ASO Chlef	23	21
14). NC Magra	22	21
15). WA Tlemcen	21	21
16). NA Hussein-Dey	20	21
-). US Biskra	20	21
18). USM Bel-Abbès	16	21
19). JSM Skikda	14	20
20). CABB Arréridj	7	21

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Transport ferroviaire : «inadmissible» comportement

## Poursuites judiciaires contre les auteurs d'agression sur les trains

LA SOCIÉTÉ nationale des transports ferroviaires (Sntf) a regretté des comportements «inadmissibles» de la part de jeunes adolescents qui ont entravé samedi la circulation des trains à Alger, assurant que ses services ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, a indiqué, dimanche, un communiqué de la société. «La Société nationale des transports ferroviaires a enregistré avec regret, durant la journée du samedi 15 mai 2021, au niveau de la halte du Caroubier (Alger), des comportements inadmissibles de la part de jeunes adolescents qui ont entravé la circulation des trains vers les gares d'El Afroun et de Zeralda, en actionnant abusivement les signaux d'alarme, ce qui a empêché le redémarrage du train et a engendré des perturbations dans la circulation des

autres trains durant toute l'après-midi du samedi», a expliqué la société. En plus, ajoute la même source, «ces jeunes se sont pris aux trains par un caillasse causant le bris de plusieurs vitres et des dommages importants au train». A cet effet, la Sntf a interpellé «les parents de ces jeunes à prendre leurs responsabilités envers leurs enfants», souligne le communiqué, ajoutant que les services concernés de la société «ont déjà entamé les procédures de poursuites judiciaires envers ces individus, sur la base des enregistrements vidéos des caméras installées dans les trains». La Sntf a appelé, par ailleurs, «au civisme de nos concitoyens et son aimable clientèle pour préserver les trains et les installations ferroviaires qui sont la propriété de tous les Algériens». Y. N.

Constantine

## Chute mortelle d'une femme du haut du pont de Bab El Kantra

UNE FEMME âgée de 28 ans a fait une chute mortelle hier du pont de Bab El Kantra (Constantine) sur une hauteur d'environ 70 mètres, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la Protection civile (DPC). La dépouille de la victime, dont l'identité n'a pas été déterminée, a été repêchée des berges du Rhumel par des éléments du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) relevant de ce corps constitué, a-t-on précisé à la cellule d'information et de communication de la DPC. Le repêchage de la dépouille de cette femme, dont les causes de la chute n'ont pas encore été déterminées, a été effectué en collaboration avec les éléments du poste

avancé Abdelmajid-Boumaâza, sis au chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté. Le corps sans vie de cette personne a été acheminé par les mêmes services à la morgue du Centre hospitalo-universitaire D'Benbadis de Constantine (CHUC), a souligné la même source. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité territoriale compétents pour déterminer les circonstances exactes de cette chute. Pour rappel, un incident similaire a été enregistré dimanche par les services de la DPC qui sont également intervenus suite à la chute mortelle d'un homme du haut du pont de Medjaz Leghnm, situé au bas de l'avenue Rahmani- Achour de la ville de Constantine. Ali Y.

Hydrocarbures

## Sonatrach signe un mémorandum d'entente avec le norvégien Equinor

SONATRACH et le groupe norvégien Equinor ont procédé, hier à Alger, à la signature d'un mémorandum d'entente pour examiner les opportunités de coopération dans les domaines d'exploration et de production des hydrocarbures, en Algérie et à l'international. L'accord porte également sur la coopération dans la protection de l'environnement, les nouvelles technologies et la performance opérationnelle relatives aux hydrocarbures. Sonatrach vise, à travers ce mémorandum d'entente, à étendre son partenariat existant avec Equinor (ex-Statoil) au-delà du terme des contrats actuels qui s'achève en 2027, a souligné le P-DG de Sonatrach, Tewfik Hakkar, lors de la cérémonie de signature. Rappelant qu'Equinor représente «un partenaire historique» pour Sonatrach

avec plus de 15 ans de présence en Algérie, M. Hakkar a estimé que cet accord montre l'intérêt du partenaire norvégien pour le secteur minier algérien «qui comprend des quantités importantes de gaz et de pétrole». «D'autre part, nous avons échangé sur l'investissement avec notre partenaire sur des projets nouveaux à l'étranger dans des pays présentant de nouvelles opportunités d'investissement dans le gaz et le pétrole, notamment en Afrique», a-t-il indiqué. De plus, les deux partenaires ont convenu de coopérer sur des projets post-hydrocarbures en Algérie, à savoir, des projets d'énergies renouvelables dont ceux de l'énergie solaire et de l'hydrogène. «Il s'agit également d'échanger les expertises dans le secteur de la préservation de l'environnement. Nous tra-



Oran

## Saisie de 147 grammes de cocaïne et trois arrestations

Les services de police d'Oran ont saisi une quantité de 147 grammes de cocaïne et arrêté trois personnes impliquées dans une affaire de commercialisation de drogue dure et membres d'une bande criminelle organisée transfrontalière, a-t-on appris, hier, auprès de la sûreté de wilaya.

Par Slim O.

L'opération a été déclenchée, suite à l'exploitation d'informations parvenues à la Brigade de recherches et d'interventions (BRI), relevant du service de wilaya de la police judiciaire, selon lesquelles des trafiquants transportaient des drogues dures dans le but de les vendre aux jeunes de la ville d'Oran, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Après la surveillance des activités des suspects, des repris de

justice dans des affaires similaires, un plan a été mis en place et s'est soldé par l'arrestation des trois suspects en flagrant délit à bord d'un véhicule, au niveau de Haï El Othmania (ex-Maraval). Les mis en cause étaient en possession de 147 gr de cocaïne et une somme de 20 000 dinars, issue des revenus du trafic, a-t-on indiqué. Une procédure judiciaire a été lancée contre les trois suspects, qui ont été traduits devant la justice et placés sous mandat de dépôt sous les accusations de commercialisa-

tion de drogue dure dans une bande criminelle organisée transfrontalière, de transport et stockage de la drogue destinée à la commercialisation, ainsi que de trafic dangereux et menace sur la santé publique, selon la même source. S. O.

Tunisie

## Cinq terroristes tués lors d'une opération militaire

CINQ terroristes ont été tués hier en Tunisie dans le tout Chaambi, lors d'une opération militaire et sécuritaire mixte menée dimanche soir dans les montagnes de la région de Kasserine, a indiqué, hier, une source sécuritaire, citée par l'agence TAP. «Sur la base de renseignements techniques détaillés, les forces du ministère de l'Intérieur et des unités militaires terrestres et aériennes ont éliminé cinq éléments terroristes», a indiqué le ministère dans un communiqué. «L'opération lancée à l'aube lundi est toujours en cours», a indiqué le porte-parole de la Garde nationale, Houssemeddine Jebabli, précisant que la nationalité de ces cinq hommes et leur affiliation à un groupe étaient en train d'être vérifiées. Six fusils d'assaut de type Kalachnikov ont été saisis auprès de ces terroristes, a-t-on ajouté la même source, soulignant que l'opération de ratissage se poursuit dans le but d'arrêter d'autres éléments. R. M.

H. N.